

DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

SECONDS PROJETS DE RÉGLEMENTS N° 875-112 et 875-113



Baie-D'Urfé

APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

SECOND DRAFT BY-LAWS NOS. 875-112 and 875-113

Aux personnes intéressées ayant le droit de signer une demande de participation à un référendum :

To interested persons having the right to sign an application to participate in a referendum:

AVIS PUBLIC est donné de ce qui suit :

PUBLIC NOTICE is given as follows:

1. OBJET DES SECONDS PROJETS DE RÉGLEMENTS ET DEMANDES DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

À la suite des assemblées publiques de consultation tenues le 9 février 2016, le conseil de la Ville de Baie-D'Urfé a adopté les seconds projets de règlements nos 875-112 et 875-113 décrits aux articles 1.1 et 1.2 des présentes.

Ces seconds projets contiennent des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Les renseignements permettant de déterminer quelles sont les personnes intéressées ayant le droit de signer une demande peuvent être obtenus à l'hôtel de ville de Baie-D'Urfé sis au 20 410, chemin Lakeshore, aux heures normales de bureau.

1.1 Le second projet de règlement n° 875-112 a pour objet de modifier le Règlement de zonage n° 875, tel qu'amendé, afin de clarifier l'application des termes « marge avant » et « marge avant secondaire ».

Ainsi, une demande relative aux dispositions ayant pour objet :

- la distinction entre les termes « marge avant » et « marge avant secondaire »;
- l'application des termes « marge avant » et « marge avant secondaire » pour l'ensemble du Règlement de zonage;
- la correction de certains irrégularités et dédoublements contenus dans les dispositions du Règlement de zonage; et
- la correction d'une divergence entre la version française et anglaise du Règlement de zonage;

peut provenir des personnes de toutes les zones sur le territoire de la Ville.

1.2 Le second projet de règlement no 875-113 a pour objet de modifier le Règlement de zonage no 875, tel qu'amendé, afin de modifier les usages complémentaires autorisés dans le centre de sports récréatifs intérieur dans la zone I-50.

Ainsi, une demande relative aux dispositions ayant pour objet :

- La modification des usages complémentaires autorisés dans le bâtiment permanent du centre de sports récréatifs intérieur situé dans la zone I-50 afin d'inclure un bar dans un local fermé où l'on sert de l'alcool;

peut provenir des personnes des zones I-46, I-47, I-49 et I-50.

2. DESCRIPTION DES ZONES

La description de chacune des zones et leur illustration par croquis peuvent être consultées au bureau de la municipalité.

3. CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, une demande doit, selon l'article 133 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, remplir les exigences suivantes :

- indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;
- être signée par au moins douze (12) personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas vingt-et-un (21);
- être reçue au bureau de la greffière au plus tard le huitième jour qui suit la date de publication de cet avis, soit le **17 mars 2016 à 16 h 30**.

4. CONDITIONS POUR ÊTRE UNE PERSONNE INTÉRESSÉE À SIGNER UNE DEMANDE

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **9 février 2016** :

- être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande; ou
- être domiciliée depuis au moins six (6) mois au Québec; ou

4.2 Tout propriétaire unique d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **9 février 2016** :

- être, depuis au moins douze (12) mois, propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande; ou

4.3 Tout copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le **9 février 2016** :

- être copropriétaire indivis d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans une zone d'où peut provenir une demande depuis au moins douze (12) mois;
- être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou occupants depuis au moins douze (12) mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit être produite avant ou en même temps que la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 9 février 2016 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- avoir produit avant ou en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne intéressée à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

5. ABSENCE DE DEMANDES

Dans le cas où aucune demande valide n'a été reçue à l'égard de ces seconds projets de règlements, ces dispositions pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. CONSULTATION DES SECONDS PROJETS DE RÉGLEMENT

Ces seconds projets de règlements peuvent être consultés au bureau du greffe du lundi au jeudi de 8 h à 16 h 30 et le vendredi de 8 h à 12 h.

Donné à Baie-D'Urfé, ce 9e jour de mars 2016.

Alexandra Hobson
Greffière adjointe

1. PURPOSE OF THE SECOND DRAFT BY-LAWS AND APPLICATION TO PARTICIPATE IN A REFERENDUM

Following the public consultation meetings held on February 9, 2016, the Council of the Town of Baie-D'Urfé adopted second draft by-laws nos. 875-112 and 875-113 described in Sections 1.1 and 1.2 herein.

These second drafts contain provisions which may cause interested persons of the affected zones to request that the by-laws containing such provisions be submitted to their approval in accordance with the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*.

The information allowing to determine who are the interested persons having the right to sign an application may be obtained at the Baie-D'Urfé Town Hall located at 20 410 chemin Lakeshore, during regular office hours.

1.1 The purpose of second draft by-law no. 875-112 is to amend Zoning By-law no. 875, as already amended, in order to clarify the application of the terms "front set-back" and "secondary front set-back."

Thus, a request concerning the provisions pertaining to:

- the distinction between the terms "front set-back" and "secondary front set-back"
- the application of the terms "front set-back" and "rear set-back" throughout the Zoning By-law;
- the correction of certain irregularities and redundancies contained in the provisions of the Zoning By-law; and
- the correction of a discrepancy between the French and English versions of the Zoning By-law;

may be made by persons from all zones on the territory of the Town.

1.2 The purpose of second draft by-law no. 875-113 is to amend Zoning By-law no. 875, as already amended, in order to modify the accessory uses permitted in the indoor recreational sporting facility in zone I-50.

Thus, a request concerning the provisions pertaining to:

- the modification of the permitted accessory uses within the permanent building of the indoor recreational sporting facility located in zone I-50 to include an enclosed bar where alcohol is served;

may be made by persons from zones I-46, I-47, I-49 and I-50.

2. DESCRIPTION OF THE ZONES

The description of each of the zones and their illustration by means of a sketch are available for consultation at the office of the municipality.

3. CONDITIONS OF VALIDITY OF AN APPLICATION

According to Section 133 of the *Act Respecting Land Use Planning and Development*, in order to be valid, an application must:

- state clearly the provision to which it refers and the zone from which it originates;
- be signed by at least twelve (12) interested persons of the zone from which it originates or by at least the majority if the number of interested persons in the zone does not exceed twenty-one (21); and
- be received at the office of the Town Clerk within eight days of the publication of this notice, i.e. no later than **March 17, 2016 at 4:30 p.m.**

4. REQUIREMENTS TO BE CONSIDERED AN INTERESTED PERSON HAVING THE RIGHT TO SIGN AN APPLICATION

4.1 Any person who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **February 9, 2016**:

- is domiciled in a zone from which an application may originate;
- is domiciled, since at least six (6) months, in Québec; or

4.2 Any person who is the sole owner of an immovable or the sole occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **February 9, 2016**:

- is, and has been for at least twelve (12) months, the owner of an immovable or the occupant of a place of business in a zone from which an application may originate; or

4.3 Any person who is the undivided co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business who is not disqualified from voting and who fulfills the following conditions on **February 9, 2016**:

- is, for at least twelve (12) months, the co-owner of an immovable or co-occupant of a place of business situated in a zone from which an application may originate;
- is designated, by means of a power of attorney signed by the majority of the persons who have been co-owners or co-occupants for at least twelve (12) months, as the person who is entitled to sign an application on their behalf and to be entered on the referendum list, as the case may be. This power of attorney must be submitted with the application or before.

Conditions applicable to a natural person: Be of full age, a Canadian citizen and not be under curatorship.

Conditions applicable to a legal person:

- having designated among its members, administrators or employees, by way of resolution, a person who, on February 9, 2016, is of full age and a Canadian citizen, who is not under curatorship and who has not been disqualified from voting under the law;
- having submitted with the application or before, a resolution designating the person authorized to sign the application and to be entered on the referendum list.

Except for the person who has been designated to represent a legal person, no one may have his or her name entered on the list in more than one capacity, in accordance with Section 531 of the *Act Respecting Elections and Referendums in Municipalities*.

5. LACK OF APPLICATIONS

Where no valid application is received in respect to the second draft by-laws, the provisions may be included in a by-law that does not have to be approved by qualified voters.

6. CONSULTATION OF THE SECOND DRAFT BY-LAWS

The second draft by-laws may be consulted at the office of the Town Clerk from Monday to Thursday between 8 a.m. and 4:30 p.m. and on Friday between 8 a.m. and 12 p.m.

Given at Baie-D'Urfé this 9th day of March 2016.

Alexandra Hobson
Assistant Town Clerk